

nez-le à un bon traducteur : celui-ci parviendra à faire un texte non seulement plus bref, mais plus clair, plus précis et mieux construit.

Nous nous arrêtons ici, de peur de nous laisser entraîner trop loin. Ajoutons simplement que la race des renégats n'existerait pas si, au lieu d'ouvrir bêtement la bouche devant le dieu jaune des Yankees, on apprenait tout simplement à parler proprement sa propre langue. Nous parions que l'auteur de la lettre citée plus haut ne sait ni l'anglais ni le français.

(“Le Soleil”.)

REFRANCISONS

Le 24 juin, jour de notre fête nationale, de gentils vendeurs et de gracieuses vendeuses offraient des insignes aux passants, moyennant obole, dans les rues de Montréal. La plupart accompagnaient leur quête de ces mots : “Tag-Day” Monsieur?”

Cette vente d'insignes avait été organisée par la Société Saint-Jean-Baptiste. Si nous soulignons la faute commise, et qui, par ironie, coïncide avec une campagne de “refrancisation”, ce n'est certes pas pour ennuyer la Société Saint-Jean-Baptiste. Elle reste notre grande société nationale; l'ensemble de ses initiatives est tout à fait louable; et si l'on critique telle ou telle erreur de détail, c'est dans un esprit de vive sympathie. Nous ne sommes pas de l'équipe des démolisseurs. Et d'ailleurs, lequel d'entre nous est sans reproches?

Mais l'incident nous oblige à revenir sur un point que nous avons déjà traité. Il ne sert de rien de placer un peu partout des écriteaux : “Refrancisons”, si l'on ne commence pas par s'observer et par se corriger. L'effort à accomplir est considérable, on le voit, et de tous les instants. Il faut s'en rendre compte, et s'y mettre de suite, et de tout coeur. Sinon, encore une fois, nous n'aboutirons qu'à nous faire taxer d'impuissance et tourner en ridicule.

(“Le Petit Journal”.)

AIDONS TOUS !

La Société des Arts, Sciences et Lettres de Québec vient d'entreprendre ce qui semble une campagne sérieuse de refrancisation du visage de la Province. Avec l'appui des autorités civiles et religieuses et le concours d'associations littéraires et patriotiques, elle va commencer immédiatement son travail, dans la presse et par la radio.

Le sujet est déjà presque trop connu pour qu'on l'expose encore une fois. Il a inspiré, dans tous les journaux, des articles nombreux et solides. Mais si tout le monde convient de la nécessité d'agir, il semble qu'on ait attendu un peu longtemps avant d'engager la partie. C'est fait maintenant. Et l'on annonce que le travail sera mené rondement, dans tous les domaines à la fois.

Les efforts heureux de l'Association des hôteliers ruraux pour redonner à nos auberges et restaurants leur physionomie française ont frayé la voie. Il y a progrès. Restent encore de trop nombreux “Lindbergh Inn”, “Hoover Rest” et “American Camping

Ground”. Du jour que les tenanciers de ces établissements seront boycottés ou feront le sujet de plaisanteries, le mal sera atteint à sa racine. Pour cela, c'est au bon sens populaire que s'adresseront les initiateurs de la campagne qui commence.

L'urgence de refranciser les raisons sociales, firmes ou désignations commerciales est aussi patente que celle de ramener au français aubergistes et restaurateurs. Que de Canadiens-français cachent sous un nom anglais leur maison d'affaires, alors que les juifs, toujours pratiques, se déguisent sous des appellations françaises! Plusieurs commerçants l'ont compris, et personne n'a jusqu'ici prétendu que le retour au bon sens leur ait été préjudiciable. Il est exaspérant de lire des affiches du genre de “Zéphyr Berlinguette's Shoe Shope”. Quant au ridicule manifeste de ces appellations bâtarde, il n'est pas de mots pour le décrire.

Outre l'aspect patriotique que présente la refrancisation, il est important de ne pas négliger ses avantages d'ordre sulbaterne. Le touriste américain vient ici pour trouver quelque chose qui ne soit pas tout à fait ce qu'il voit tous les jours chez lui. Si nous ne pouvons lui faire voir que de l'Américain, en plus laid et en plus bête, il sera déçu et ne manquera pas de dire à son entourage d'aller ailleurs. On annonce souvent notre province comme une “petite France”, et, sous certains rapports, c'est juste. Montrons donc notre vrai visage. Ce sera dans la mesure où nous serons nous-mêmes que nous aurons chance d'être intéressants. Tout cela a été dit et redit. Il n'est pas mauvais de le rappeler, au moment où l'on va se mettre sérieusement en marche. L'initiative de la Société des Arts, Sciences et Lettres mérite le plus cordial encouragement de tous les Canadiens-français patriotes et sensés. Et chacun se doit d'y collaborer dans la mesure de ses ressources et de son talent.

(“Le Journal”, — L. F.)

NOS RAISONS DE RESTER FRANÇAIS

En plus des sentiments de respect filial et de fierté nationale, la population de la province de Québec a des motifs d'ordre moral, intellectuel et même matériel de renforcer sans cesse ses traditions françaises. L'éducation française, sans être exclusive, nous protège contre l'envahissement d'un américanisme inférieur, dans ce qu'il a d'anormal, de vulgaire, de païen. Mieux nous parlons notre langue, et même si nous apportons notre accent du terroir dans notre parler français et dans notre parler anglais, plus nous sommes distingués sur un continent dont les populations marquent encore plus de jaunisme que de culture. D'ailleurs, la plus simple observation nous avertit que notre progrès intellectuel—et nous en avons grandement besoin — dépend, en grande partie, de la conservation du medium le plus clair au monde pour définir, distinguer et raisonner, c'est-à-dire pour comprendre et pour être compris. Et dans cet intérêt matériel que nous avons de rester français de langue et d'intelligence, nous plaçons bien avant tout intérêt pécuniaire — sans que ce point de vue nous soit indifférent — l'intérêt pratique d'être

Québec d'abord. — Pourquoi pas acheter votre Café chez nous.